
Timor Oriental: subsistance, pétrole et souveraineté

"Survivre: notre seule stratégie." Telle a été la réponse de la population du Timor à une délégation de Oilwatch présente dans le pays une semaine après l'indépendance. Echapper au massacre lancé et organisé par le président de l'Indonésie. Les habitants nous ont même dit que l'actuel président du Timor Oriental, Xanana Gusmão, a fait le magicien pour sauver sa vie grâce à un tour de passe-passe au cours de sa détention en 1992. Il doit sa vie à la magie.

Le Timor Oriental s'est constitué en une République indépendante le 20 mai 2002, mais sa naissance était accompagnée d'un grand signe d'interrogation: Etait-ce un avantage ou un inconvénient le fait de se trouver sur un gigantesque réservoir de pétrole? La souveraineté peut-elle s'affirmer, prise entre les pressions des multinationales? Aujourd'hui, après l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis, la réponse s'avère sans doute plus simple qu'avant.

Des 32 mille kilomètres carrés de la petite île, 19 mille correspondent au Timor Oriental. Dans l'île, tout témoigne de la longue guerre subie depuis l'invasion, en décembre 1975, par le régime de Suharto, dictateur de l'Indonésie. L'invasion s'est produite à peine 10 jours après son indépendance en tant que colonie portugaise. Suite à la "révolution des œillets", le Portugal a renoncé à ses colonies et le Timor Oriental commençait à rêver de sa souveraineté.

L'armée du gouvernement dictatorial de Suharto, arrivé au pouvoir de la même façon que la plupart des tyrans, soutenu par les Etats-Unis, a assassiné la moitié de la population du Timor. L'intervention s'est déroulée sous l'œil approbateur de Washington, qui craignait le passage du Timor au socialisme, comme l'avaient fait les autres anciennes colonies portugaises.

Lors de la chute de Suharto, et suite à l'intervention usuellement tardive des Nations unies, il a été convoqué à un référendum où 78,5% des électeurs du Timor Oriental a voté pour l'indépendance. La participation au vote n'a pas été plus élevée en raison des programmes de colonisation de l'île imposés par le gouvernement indonésien. Après le référendum, les tueries augmentèrent, encouragées par le gouvernement de l'Indonésie et sous l'habituelle impuissance des Nations unies. Le Timor Oriental a conquis son indépendance à force d'échapper à la mort.

Aujourd'hui, quoiqu'il ait atteint sa souveraineté territoriale, le Timor doit faire face à de sérieuses difficultés et livrer une nouvelle bataille pour concrétiser sa souveraineté patrimoniale.

Le nouveau pays est né avec des forêts dégradées par l'action militaire. L'armée indonésienne a déboisé de grandes étendues forestières et elle a même défolié la jungle afin de combattre la guérilla.

Un peu de café exporté et un peu de santal extrait -rasé depuis le temps des portugais- suffiront difficilement à structurer des programmes qui le rendront souverain en matière d'alimentation.

Sans rajouter la souveraineté énergétique. Ses sources d'énergie, en dehors du bois, sont le kérosène, l'essence et le diesel importés de l'Indonésie, dont la plupart de la population n'en dispose

pas.

Mais, d'un autre côté, dans le sous-sol, on trouve de grandes réserves de pétrole et de gaz, non seulement du cru off-shore (présent dans trois régions) mais également deux zones d'affleurements naturels, une de gaz, l'autre de pétrole.

La vie indépendante du Timor Oriental a commencé en pleine crise économique et totalement dépendante de l'assistance internationale, notamment des Nations unies. Même si comme il arrive souvent dans ces cas-là, les aides sont finalement de l'auto-assistance puisque plus de 80% des fonds investis dans des programmes de réhabilitation ont servi à payer des consultants étrangers.

Et la situation s'aggrave de plus en plus. Depuis le 23 juillet 2002, le Timor est un nouveau membre de la Banque asiatique de développement (BAD), dont la tradition a été d'investir dans des mégaprojets et qui, actuellement, dans un contexte de réduction de la pauvreté style FMI et Banque mondiale, soutien les processus de libéralisation et de privatisation. Les décisions au sein de la BAD sont prises, comme dans la Banque mondiale, à la majorité des voix et le poids des voix est déterminé en fonction de l'investissement dans la banque, ce qui fait que le poids du Japon est de 13.1 face au 0.3 de Timor.

Les plans concernant le Timor ne prévoient pas de renforcer sa souveraineté, au contraire, ils prévoient plutôt de le priver de ses droits. Le Timor s'efforce d'essayer de contrôler ses réserves de pétrole dans une lutte inégale face à l'Indonésie et à l'Australie et sous la pression de grandes sociétés telles que Shell et Conoco-Philips qui cherchent des interlocuteurs privilégiés avec qui négocier et qui sont préoccupés par le fait que le Timor puissent établir de nouveaux impôts. Le pétrole du Timor est un double piège: une menace permanente à la souveraineté et le risque d'être piégé par un modèle économique basé sur des rentes.

On espère beaucoup des revenus que peuvent rapporter le gaz et le pétrole. On estime que le Timor peut recevoir entre 8 et 38 milliards de dollars au cours des 30 prochaines années, en fonction de la frontière fixée. Pour se faire une idée de la grandeur de ces chiffres, il suffit de penser que le budget du gouvernement pour l'année qui commence n'est que de 77 millions.

La question de la souveraineté a plusieurs faces. Le coût payé par le Timor Oriental pour réussir son processus d'indépendance territoriale a été très élevé. Aujourd'hui, tout son patrimoine est en jeu car l'importance de ses réserves peut potentiellement détruire le pays.

Xanana Gusmão et son gouvernement devront avoir recours, une nouvelle fois, à la magie pour reconquérir -cette fois- leur souveraineté patrimoniale. Espérons qu'ils continueront à croire en elle ainsi que dans le besoin d'être souverains.

Par: Esperanza Martínez, Oilwatch, courrier électronique: tegantai@oilwatch.org.ec